

Discours du Président de la République

68ème Assemblée générale des Nations unies

24 septembre 2013

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de gouvernement,

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,

Monsieur le Secrétaire Général,

L'honneur de l'ONU, c'est d'agir là où la liberté des peuples est bafouée, là où les droits fondamentaux sont compromis, là où l'extrémisme met en cause la sécurité internationale.

C'est d'agir pour la paix.

En Syrie, il y a urgence.

120.000 personnes sont mortes, 90.000 depuis un an. Un quart de la population est déplacé. Deux millions de Syriens sont réfugiés. Le pays est détruit.

Le 21 août dernier, à Damas, le pire a été atteint avec l'utilisation d'armes chimiques contre des civils, des femmes et des enfants.

Les inspecteurs de l'ONU l'ont établi de manière sûre et incontestable.

La France a voulu une réaction forte pour répondre à ce crime ignoble, et pour dissuader le régime de Bachar al-Assad de commettre de nouveaux massacres. Cette pression a produit des premiers résultats.

Je pense à la Turquie, à la Jordanie et au Liban que la prolongation de la crise menace directement dans son unité et dans sa sécurité. Je remercie le Secrétaire général d'organiser cette semaine la première réunion du groupe international de soutien au Liban. Pays qui a déjà payé un lourd tribut aux désordres du Proche Orient.

Il y aussi dans cette région des lueurs d'espoir.

La première c'est la reprise de la négociation entre Israéliens et Palestiniens. Elle seule permettra d'aboutir à la paix. Elle passe par la coexistence de deux Etats de part et d'autre de frontières sûres et reconnues. Cette occasion doit être saisie car il s'agit d'en terminer avec un conflit dont nous savons tous les répercussions régionales et internationales. Ce serait un acte historique.

Les déclarations du nouveau Président iranien marquent également une évolution. Ses mots doivent maintenant se traduire dans des actes. Dans le dossier nucléaire, les discussions piétinent depuis dix ans. Leur échec a conduit la communauté internationale à prendre des sanctions qui sont dommageables à l'économie et à la population iranienne. Cette situation est dangereuse. Ce que la France attend de l'Iran, ce sont des gestes concrets qui témoignent que ce pays renonce à son programme nucléaire militaire même s'il a évidemment le droit de poursuivre son programme civil. C'est pourquoi j'ai fait le choix d'un dialogue direct avec le Président ROHANI qui n'exclut pas la fermeté.

Le Moyen Orient hélas n'est pas la seule région du monde qui doit nous mobiliser. L'Afrique est la proie du terrorisme. L'attaque barbare de Nairobi nous le confirme tragiquement.

Partout où le désordre règne, le terrorisme s'installe et prend de l'ampleur. C'est le cas en Somalie. Et la terrible attaque dont le Kenya vient d'être la cible nous rappelle que les groupes Shebabs n'ont pas encore été éradiqués.

C'est pourquoi la communauté internationale doit aider les Etats africains à se protéger.

C'est dans ce but que la France organisera à la fin de l'année **un sommet pour la paix et la sécurité en Afrique.** L'Europe sera présente pour **permettre l'encadrement et la formation des armées africaines et pour lutter contre la piraterie et contre le trafic de drogue.**

Mais, notre meilleure arme, c'est d'agir pour le développement.

La pauvreté, le chômage, les inégalités fournissent le terreau le plus propice au terrorisme et à la violence. Nous devons mobiliser de nouveaux fonds pour financer les infrastructures indispensables mais aussi l'accès aux biens publics essentiels.

Aussi, la France, avec l'Europe, milite-t-elle pour l'introduction de financements innovants. Mon pays a mis en place la taxe sur les billets d'avion, qui bénéficie à UNITAID et rapporte 1 milliard d'euros depuis 2006. J'ai décidé qu'elle serait revalorisée de plus de 12%. Je salue tous les pays, qui ont rejoint cette initiative pour la lutte contre les grandes pandémies (la lutte contre le Sida, la tuberculose, le paludisme).

La France a aussi instauré une taxe sur les transactions financières et a décidé d'affecter 10% de ses recettes, à des actions dans le domaine de la santé, de l'accès à l'eau et des énergies renouvelables.

Conseil de sécurité : en cas de crime de masse, ils doivent renoncer collectivement à leur droit de veto.

Je souhaite enfin que les pouvoirs d'enquête du Secrétaire général soient renforcés pour que l'ONU puisse, comme elle l'a fait en Syrie, établir partout la vérité et agir en conséquence. Notre assemblée peut le décider.

Notre crédibilité repose sur notre capacité à intervenir vite et efficacement pour faire respecter le droit international, défendre les libertés, promouvoir le développement, préserver les générations futures.

Notre légitimité repose sur notre charte. Elle définit les valeurs universelles qui nous réunissent et les moyens que nous avons pour les défendre. Nous en sommes tous les héritiers et les dépositaires.

Dans ce cadre, la France prendra toujours toutes ses responsabilités.